

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (Pièce 2)

COMMUNE DE CABRIERES D'AVIGNON

DEPARTEMENT DE VAUCLUSE

PROGRAMME DE TRAVAUX DE REFECTION DE VOIRIE 2018-2019

DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES : LE 28 SEPTEMBRE 2018 A 12 HEURES

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	1
1.1. OBJET DU MARCHÉ - EMBLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE LE TITULAIRE	1
1.2. TRANCHES ET LOTS	1
1.3. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	1
1.4. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE	1
1.5. CONTROLE DES PRIX DE REVIENT	2
1.6. MAITRISE D'ŒUVRE	2
1.7. CONTROLE TECHNIQUE (AU SENS DES ARTICLES L111-23 ET SUIVANTS DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION)	2
1.8. COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	2
1.9. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	3
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES	5
3.1. REPARTITION DES PAIEMENTS	5
3.2. TRANCHE OPTIONNELLE	5
3.3. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN REGIE	5
3.3.1. Les prix du marché sont établis hors T.V.A.	5
3.3.2. Unité monétaire	6
3.3.3. Rémunération	6
3.3.4. Décomposition et sous-détail des prix unitaires ou forfaitaires	6
3.3.5. Modalités de règlement des comptes	6
3.3.6. Approvisionnements	6
3.3.7. Augmentation ou diminution dans la masse des travaux liées à la nature des sols	6
3.4. VARIATION DANS LES PRIX	6
3.4.1. Les prix sont fermes, ACTUALISABLES suivant les modalités fixées au 3.4.3 et au 3.4.4	6
3.4.2. Mois d'établissement des prix du marché	6
3.4.3. Choix de l'index de référence	7
3.4.4. Modalités d'actualisation des prix	7
3.4.5. Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée	7
3.5. PAIEMENTS DES CO-TRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS	7
3.5.1. Acceptation des sous-traitants	7
3.5.2. Modalités de paiements des co-traitants	8
3.5.3. Modalités de paiement des sous-traitants	8
3.6. FORMES PARTICULIERES DE L'ENVOI DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS ET FINAL	8
3.7. DELAI DE PAIEMENT DES ACOMPTES ET DU SOLDE	8
3.8. SUSPENSION DES DELAIS DE PAIEMENT	9
4. DELAIS - PENALITES - PRIMES ET RETENUES	10
4.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	10
4.2. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	10
4.3. PENALITES POUR RETARD DANS LE DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	11
4.4. PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS	11

4.4.1.	Pénalités pour retard dans la remise des documents préalables à l'exécution, en particulier des documents relatifs à la Sécurité et à la Protection de la Santé (PPSPS)	11
4.4.2.	Pénalités pour retard dans la remise des documents d'exécution	11
4.4.3.	Retenue pour retard dans la remise des documents à fournir après exécution des travaux conformément à l'article 9.7 du C.C.A.P.	11
4.5.	PENALITES POUR ABSENCE OU RETARD AUX REUNIONS DE CHANTIER	12
4.6.	PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE	12
4.7.	REFACTIONS POUR NON RESPECT DES PERFORMANCES GARANTIES	12
4.8.	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	12
5.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	12
5.1.	RETENUE DE GARANTIE	12
5.2.	AVANCE	13
5.3.	NANTISSEMENT	13
6.	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	14
6.1.	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS	14
6.2.	MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT	14
6.3.	CARACTERISTIQUES, QUALITES VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	14
6.4.	MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU	14
6.5.	PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE	15
6.6.	INVENTIONS, DISPOSITIONS PARTICULIERES, BREVETS	15
7.	IMPLANTATION DES OUVRAGES	15
7.1.	PIQUETAGE GENERAL	15
7.2.	PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES	15
8.	PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	16
8.1.	PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	16
8.2.	PLANS D'EXECUTION – NOTES DE CALCUL – ETUDES DE DETAIL – DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE	16
8.3.	MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	17
8.3.1.		17
8.3.2.		17
8.4.	ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS	17
8.4.1.	Installations et organisation du chantier	17
8.4.2.	Sécurité et protection de la Santé des travailleurs sur le chantier	17
8.5.	DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES	19
8.6.	ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX SANS EMPLOI	19
9.	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	20
9.1.	ESSAIS ET CONTROLES EN COURS DE TRAVAUX	20
9.1.1.	Essais et contrôles généraux	20
9.1.2.	Essais et contrôles supplémentaires	20
9.1.3.	Contrôles par le bureau de contrôle	20
9.2.	FORMATION DU PERSONNEL D'EXPLOITATION	20
9.3.	RECEPTION	20
9.4.	REFUS DES INSTALLATIONS	20
9.5.	CLAUSES DE SAUVEGARDE	21

9.6.	MISE A DISPOSITION D'OUVRAGES OU DE CERTAINES PARTIES D'OUVRAGES	21
9.7.	DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION (ARTICLE 40 DU CCAG-TX)	21
10.	ASSURANCES – RESPONSABILITES	21
10.1.	GARANTIES CONTRACTUELLES	21
10.1.1.	Délai de garantie	21
10.1.2.	Prolongation du délai de garantie	21
10.1.3.	Garanties particulières	22
10.2.	ASSURANCES	22
10.2.1.	Le Titulaire est tenu, pendant toute la durée des travaux, de garantir à ses frais son matériel, ses installations, les matériaux approvisionnés par lui et les équipements qu'il aura exécutés contre tous vols, détournements, dégradations ou destructions de toutes natures et d'indemniser personnellement tous tiers du préjudice qui pourrait être occasionné de ces faits.	22
10.2.2.	Le Titulaire (ou chaque Titulaire co-traitant) est tenu de justifier qu'il a contracté, tant pour lui-même que pour ses sous-traitants, dans un délai de quinze (15) jours à compter du lendemain de la date de réception de la notification du marché et avant tout début d'exécution, les polices d'assurances suivantes :	22
10.2.2.1.	ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (AUTRE QUE RESPONSABILITE DECENNALE DES CONSTRUCTEURS)	22
10.2.2.2.	POLICE(S) DE RESPONSABILITE DECENNALE	22
10.2.3.	Le Titulaire est tenu de fournir au Maître d'ouvrage, des copies des polices d'assurances exigées, ainsi que les attestations des assurances précisant que les polices sont en cours de validité.	23
11.	RESILIATION DU MARCHÉ	23
12.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	24

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ - EMPLACEMENT DES TRAVAUX - DOMICILE DE LE TITULAIRE

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) concernent le :

PROGRAMME DE TRAVAUX DE REFECTION DE VOIRIE 2018 -2019 SUR LA COMMUNE DE CABRIERES D'AVIGNON

A titre indicatif, on peut prévoir que les travaux commenceront en Octobre 2018.

La situation, la description des ouvrages et leurs spécifications techniques, ainsi que l'étendue des prestations diverses mis à la charge de le Titulaire, sont indiquées dans le C.C.T.P.

Les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à l'adresse professionnelle (adresse du Mandataire) ou au domicile élu par le Titulaire à proximité des travaux mentionnés sur l'Acte d'Engagement.

Le terme « Titulaire » désigne le titulaire du présent marché, selon le cas, une entreprise générale ou un groupement d'entreprises.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire.

1.2. TRANCHES ET LOTS

Le marché comporte une tranche unique.

1.3. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Les prestations, objet de la présente consultation, pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires, passé en application des marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables de l'article 30-I.7 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics et qui seront exécutées par l'attributaire de ce présent marché.

Les conditions d'exécution du nouveau marché seront négociées entre les parties au préalable de sa passation. A défaut d'un accord sur de telles conditions d'exécution spécifiques au nouveau marché, ses conditions d'exécution seront celles prévues par le présent marché. Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.4. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE

Sans objet.

1.5. CONTROLE DES PRIX DE REVIENT

Sans objet.

1.6. MAITRISE D'ŒUVRE

Le Maître d'Œuvre est chargé d'une mission relevant du Décret n° 93-1268 du 29 Novembre 1993 et de l'arrêté du 21 Décembre 1993, et qui comporte les éléments normalisés suivants :

- AVP Avant-Projet
- PRO Projet
- ACT Assistance aux Contrats de Travaux
- VISA Visa des plans d'exécution
- DET Direction de l'Exécution des Travaux
- AOR Assistance aux Opérations de Réception

Les études d'exécution (EXE) n'étant pas confiées au Maître d'Œuvre, la charge de leur établissement incombe à l'Entreprise au titre de son marché (voir article 8.2. du C.C.A.P.).

1.7. CONTROLE TECHNIQUE (AU SENS DES ARTICLES L111-23 ET SUIVANTS DU CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITATION)

Sans objet.

1.8. COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

En application de la loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993 et du Décret n° 94-1159 du l'intervention d'un Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs est à priori requise (opération de catégorie 3).

Le Maître de l'Ouvrage précisera à cette fin, au plus tard à la notification du marché, le nom et l'adresse du Coordonnateur SPS qu'il aura désigné pour la réalisation des travaux.

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au(x) titulaire(s) du présent marché en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du (des) Coordonnateur(s) SPS.

1.9. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

« Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à la personne publique par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, la personne publique adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L 621-137 du Code de Commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L 621-28 du Code de Commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

Dans cette hypothèse, la personne publique pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire ».

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, énumérées par ordre de priorité :

a) Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement et ses annexes,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P), accepté sans modifications,
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P), assorti des plans du marché,
- Le Bordereau des prix unitaires,
- Le Détail Quantitatif Estimatif,
- Le Mémoire justificatif de l'offre.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Cette disposition consécutive à l'ordre de priorité est d'application générale sauf dans les cas suivants :

- lorsqu'une indication est manifestement erronée suite, par exemple, à une erreur de frappe ou d'impression et aboutirait à une réalisation aberrante. L'indication qui apparaît comme la plus logique sera appliquée même si elle figure dans une pièce de moindre priorité,
- en cas d'accord express signé intervenu entre le Maître d'Ouvrage et le Titulaire.

b) Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3.4.2 du présent document :

- le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux, suivant la composition fixée par le dernier décret paru au jour d'établissement des prix.
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux (CCAG-TX) approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 ;
- les fascicules du CPC applicables aux marchés de travaux publics relevant des services du Ministère en charge de l'Équipement, de l'Aménagement du Territoire, et des Transports ;
- les normes françaises UTE (électricité), AFNOR (autres domaines) en application de la réglementation européenne existante et à défaut, normes françaises homologuées ou normes étrangères équivalentes ;
- la loi du 31 Décembre 1993 modifiant les dispositions du Code du Travail applicables aux opérations de bâtiment et de Génie Civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs ;
- la loi 78-12 du 4 Janvier 1978 sur la responsabilité et l'assurance dans le domaine de la construction et l'ensemble des textes qui l'ont modifiée ou complétée ;
- décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics.

NOTA

Les pièces générales ne sont pas jointes au marché. Le titulaire du marché ne pourra en aucun cas invoquer l'ignorance de celles-ci pour se dérober aux indications qui y sont contenues.

3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3.1. REPARTITION DES PAIEMENTS

L'Acte d'Engagement indique ce qui doit être réglé respectivement, s'il a lieu au Titulaire mandataire, ses co-traitants, et leurs sous-traitants éventuels.

Les modalités d'acceptation et de paiement des sous-traitants éventuels font l'objet de l'article 3.5 du présent C.C.A.P.

3.2. TRANCHE OPTIONNELLE

Sans objet.

3.3. CONTENU DES PRIX - MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENT DES COMPTES - TRAVAUX EN REGIE

3.3.1. Les prix du marché sont établis hors T.V.A.

Ils tiennent compte, de façon générale, de toutes les dépenses et de toutes les sujétions d'exécution des travaux visées à l'article 10-1 du CCAG-TX et notamment de celles qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux ainsi que, de façon particulière, de toutes les sujétions, aléas et prestations diverses laissées à la charge de le Titulaire aux termes du présent C.C.A.P., du C.C.T.P., et des autres pièces particulières du marché.

En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après lorsqu'ils ne dépassent pas les intensités limites suivantes :

Nature du phénomène	Durée	Intensité limite du phénomène
Pluie	Sur la durée de l'évènement	+ de 200 mm
Vent	En continu sur 24 h	120 km/h
Neige	Sur la durée de l'évènement	Persistance et supérieur à 30 cm
Température	≥48 h	Inférieur à -15°C

Le poste météorologique de référence est la station la plus proche du lieu des travaux.

3.3.2. Unité monétaire

Les factures doivent être libellées en Euros.

3.3.3. Rémunération

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché seront réglés par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

3.3.4. Décomposition et sous-détail des prix unitaires ou forfaitaires

Sans objet.

3.3.5. Modalités de règlement des comptes

Les projets de décomptes mensuels et généraux seront présentés, selon un modèle à soumettre à l'agrément du Maître d'Œuvre, dans les conditions fixées par l'article 13 du CCAG-TX.

Les projets de décomptes mensuels seront remis au Maître d'Œuvre, en deux exemplaires, pour le 10 du mois suivant l'exécution des travaux.

3.3.6. Approvisionnements

Sans objet.

3.3.7. Augmentation ou diminution dans la masse des travaux liées à la nature des sols

Par dérogation aux articles 15, 16 et 17 du CCAG-TX, les variations dans les quantités indicatives portées au détail-estimatif et dépendant de la nature des sols rencontrés lors des travaux, ne donnent pas lieu à l'application des indemnités qui sont prévues aux 15.3, 16.1 et 17.2 desdits articles.

3.4. VARIATION DANS LES PRIX

1.1.1. Les prix sont fermes, ACTUALISABLES suivant les modalités fixées au 3.4.3 et au 3.4.4

3.4.1. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois précédent la date limite de remise des offres.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

3.4.2. Choix de l'index de référence

L'index de référence I est choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index national TP01.

3.4.3. Modalités d'actualisation des prix

L'actualisation est effectuée par application au(x) prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$Cd = Id - 3 / Io$$

dans laquelle Io et Id-3 sont les valeurs prises respectivement au mois auquel le candidat a fixé son prix dans l'offre et au mois (d-3) par l'index de référence I du marché sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des travaux du bon de commande concerné soit postérieur de plus de 3 mois au mois de fixation du prix de l'offre du candidat.

A l'appui des demandes d'actualisation, l'Entrepreneur devra transmettre les calculs détaillés nécessaires à une vérification aisée, avec les références explicites des indices correspondants.

3.4.4. Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

3.5. PAIEMENTS DES CO-TRAITANTS ET SOUS-TRAITANTS

3.5.1. Acceptation des sous-traitants

En application de l'article 133 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du *représentant du pouvoir adjudicateur* l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, dans les formes et selon les modalités prévues dans cet article.

En précision de l'article 3.6.2 du CCAG-TX la sous-traitance indirecte est limitée au sous-traitant indirect de 1^{er} rang.

Si la demande d'acceptation est faite avant la signature du marché, le Titulaire remplit le formulaire annexé à l'Acte d'Engagement (1 formulaire par sous-traitant).

Si cette demande est effectuée après la signature du marché, son acceptation est constatée par un Acte Spécial comportant l'ensemble des renseignements prévus à l'article 134 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics.

Dans tous les cas, le Titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur la déclaration (en 2 exemplaires) de chaque sous-traitant attestant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant de l'article 45 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 Juillet 2015 relative aux marchés publics.

Aucun sous-traitant ne peut être accepté sans avoir justifié qu'il a contracté une assurance garantissant sa responsabilité vis-à-vis des tiers comme il est dit au 1 de l'article 9 du CCAG-TX. Une copie de l'assurance décennale et de la responsabilité civile professionnelle sera à joindre impérativement par les sous-traitants.

3.5.2. Modalités de paiements des co-traitants

La signature du projet de décompte par le Mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement.

3.5.3. Modalités de paiement des sous-traitants

La procédure de paiement direct pourra être utilisée dès que le montant des prestations dues à chacun des sous-traitants sera égal ou supérieur à 600 € TTC.

A cet effet, le Titulaire du marché ou le Mandataire d'un Groupement solidaire doit joindre en double exemplaire au projet de décompte, une attestation signée par ses soins, indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix et inclut la TVA.

En cas d'un Groupement conjoint, l'acceptation de la somme à payer à chaque sous-traitant fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des Titulaires du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître d'Ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix, prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

Si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le Mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

3.6. FORMES PARTICULIERES DE L'ENVOI DES PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS ET FINAL

Le Titulaire envoie au Maître d'Œuvre par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté, son projet de décompte, accompagné d'une demande de paiement sur papier à en-tête comportant les indications suivantes :

1. La désignation des parties contractantes du marché (titulaire et Maître de l'Ouvrage) et, le cas échéant, des co-traitants et sous-traitants payés directement.
2. La date du marché et, éventuellement, de chacun des avenants et actes spéciaux.
3. L'objet succinct du marché.
4. La période au cours de laquelle ont été exécutés les travaux qui font l'objet de la demande de paiement.

3.7. DELAI DE PAIEMENT DES ACOMPTES ET DU SOLDE

Les sommes dues au titre du présent marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n°2013-100 du 28 Janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'union européenne en matière économique et financière et de son décret d'application.

Le point de départ du délai de paiement des acomptes est fixé à la date de la réception de la demande de paiement du titulaire du marché, accompagnée des justifications nécessaires. Le point de départ du délai de paiement du solde est fixé à la date de réception du décompte général et définitif.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le mandatement sera effectué sur la base provisoire de sommes admises par le Maître d'Œuvre. Si les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues à le Titulaire, un mandatement complémentaire interviendra.

3.8. SUSPENSION DES DELAIS DE PAIEMENT

Si du fait du Titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérifications ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai de paiement est suspendu.

La suspension ne peut intervenir qu'une seule fois et par l'envoi par le Maître d'Ouvrage au Titulaire, huit jours au moins avant l'expiration du délai de paiement, d'une lettre recommandée avec avis de réception postal, lui faisant connaître les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au mandatement et précisant notamment les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

La suspension débute au jour de réception par le Titulaire de cette lettre recommandée.

Elle prend fin au jour de réception par le Maître d'Ouvrage de la lettre recommandée, avec demande d'avis de réception postal envoyée par le Titulaire, comportant la totalité des justifications qui lui ont été réclamées ainsi qu'un bordereau des pièces transmises.

Le nouveau délai global de paiement à la fin de la suspension est au minimum de 30 jours ou bien égal au délai restant à courir si celui-ci est supérieur à 30 jours.

4. DELAIS - PENALITES - PRIMES ET RETENUES

4.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Ce délai figure dans l'Acte d'Engagement. Il s'entend de l'ordre de service de commencement des travaux à leur réception.

4.2. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution peut être prolongé dans les cas prévus à l'article 19.2 du CCAG-TX.

En vue de l'application éventuelle du 2 de l'article 19.2 précité, visant le cas des **intempéries**, les précisions suivantes sont apportées :

- pour être pris en compte, les arrêts de travail consécutifs à des intempéries doivent être constatés et acceptés par le Maître d'Œuvre. A cette fin, la signature par lui des feuilles d'intempéries ou du cahier spécialement ouvert à cet usage sur le chantier, fait foi de son acceptation ;

En vue de l'application éventuelle du 2^{ème} alinéa du 22 de l'article 19 du C.C.A.G. le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours **calendaires** égal au nombre de jours **ouvrables** pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite plus longtemps que la durée indiquée, déduction faite du nombre de jour d'intempéries normalement prévisibles fixé ci-après ;

Nature du phénomène	Intensité limite et durée
Pluie	50 mm pendant 24 h
Gel	-5° pendant 2 jours
Inondation du site	Constat contradictoire

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique la plus proche du lieu des travaux.

- la prolongation du délai d'exécution éventuellement accordée sera notifiée à le Titulaire par ordre de service, sur présentation au Maître d'Œuvre au plus tard avec le dernier décompte provisoire, d'un état récapitulatif accompagné de toutes les pièces justificatives nécessaires.

4.3. PENALITES POUR RETARD DANS LE DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX

Le Titulaire subira, par jour de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière égale à 300 € par jour de retard calendaire.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Ces pénalités interviendront de plein droit sur simple constatation du retard par le Maître d'Œuvre et sans qu'il soit besoin pour celui-ci d'adresser à l'Entreprise une mise en demeure préalable.

Il n'est pas prévu de primes d'avance (article 20.2 du CCAG-TX).

4.4. PENALITES POUR RETARD DANS LA REMISE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS

4.4.1. Pénalités pour retard dans la remise des documents préalables à l'exécution, en particulier des documents relatifs à la Sécurité et à la Protection de la Santé (PPSPS)

En cas de non-respect des délais fixés à l'article 8.1 du présent C.C.A.P, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-TX, une pénalité journalière fixée à 50 (cinquante) Euros.

4.4.2. Pénalités pour retard dans la remise des documents d'exécution

En cas de non-respect des délais fixés à l'article 8.2 du présent C.C.A.P, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-TX, une pénalité journalière de 50 (cinquante) Euros.

4.4.3. Retenue pour retard dans la remise des documents à fournir après exécution des travaux conformément à l'article 9.7 du C.C.A.P.

Le règlement du décompte définitif et les remboursements de la mainlevée des cautions de garantie restent soumis à la production de ces documents.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de suspendre la réception à la fourniture de ces documents.

En cas de retard dans la remise de ces documents, par rapport à la date constatée d'achèvement des travaux, l'entreprise encourt sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-TX, une pénalité journalière de 150 (cent cinquante) Euros.

4.5. PENALITES POUR ABSENCE OU RETARD AUX REUNIONS DE CHANTIER

Toute Entreprise (y compris sous-traitants) ayant été dûment convoquée par écrit devra être représentée aux réunions de chantier par un des représentants nommément désignés au début des travaux.

Toute absence de ce représentant ne résultant pas d'un cas de force majeure sera sanctionnée par une pénalité de 300 (trois cents) Euros.

4.6. PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 2000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

4.7. REFACTIONS POUR NON RESPECT DES PERFORMANCES GARANTIES

Sans objet.

4.8. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Les stipulations de l'article 37 du CCAG-TX sont applicables. Il n'est pas prévu de pénalités particulières au titre du 3 de cet article.

5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5.1. RETENUE DE GARANTIE

La retenue de garantie est fixée à 5 % (CINQ POUR CENT) du montant du bon de commande et prélevée sur le montant de chaque acompte payé au titulaire.

Conformément à l'article 123 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics, la retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou si le maître d'ouvrage ne s'y oppose pas par une caution personnelle et solidaire, pendant toute la durée du marché. Dans ce cas, le titulaire établira une garantie à première demande ou une caution personnelle sur la base du montant maximum annuel du marché.

Si la garantie n'est pas constituée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Si le titulaire substitue une garantie à première demande, ou une caution personnelle et solidaire, en cours de marché, cette garantie sera constituée pour le montant total du marché y compris les avenants, et les montants prélevés au titre de la retenue de garantie seront reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée et les Etablissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés dans les conditions prévues à l'article 124 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics.

5.2. AVANCE

Une avance de 5% (cinq pour cent) est accordée au titulaire du présent marché dans les conditions fixées par l'article 110 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics, sauf si ce dernier l'a expressément refusée dans l'acte d'engagement (article 4.1).

Selon le dernier alinéa de l'article 110 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics, le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation des prix.

Une avance est également accordée aux sous-traitants, sur leur demande, dans les conditions prévues à l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux marchés publics.

Le mandatement de l'avance intervient sans formalité dans le délai de *30 jours* à partir de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Toutefois, le Titulaire doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, d'une caution personnelle et solidaire du montant total de l'avance.

Si cette garantie ou caution est constituée après la date du mandatement de l'avance, le délai de *30 jours* est compté à partir de la date de dépôt de la garantie ou de la caution.

5.3. NANTISSEMENT

En cas d'entreprises groupées solidaires, les Titulaires se feront ouvrir un compte unique de nantissement.

6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits, matériels et composants de construction, dont le choix n'est pas laissé à le Titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

6.2. MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT

Sans objet.

6.3. CARACTERISTIQUES, QUALITES VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG-Travaux concernant les caractéristiques et qualités minimales des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Il précise éventuellement aussi quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de le Titulaire ou de sous-traitants et fournisseurs ainsi que les modalités correspondantes.

Essais et vérification complémentaire

Le Maître d'Œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché.

Qu'ils soient effectués par le Titulaire ou par un tiers, ils sont rémunérés par le Maître de l'Ouvrage, sauf s'il s'agit de contrôles nécessités par des ouvrages réalisés par l'Entreprise et présentant des anomalies.

6.4. MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU

Si le Titulaire propose d'utiliser des matériaux et fournitures de type nouveau mais d'un niveau de qualité et de performance conforme aux prescriptions du C.C.T.P., il s'engagera, par écrit, à garantir le Maître d'Ouvrage contre la mauvaise tenue de ces matériaux et fournitures pendant un délai arrêté d'un commun accord avec le Maître d'Œuvre et prenant effet à la date de réception.

Cette garantie engage le Titulaire dans le cas où, pendant ce délai, la tenue des matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante à les remplacer à ses frais sur simple demande du Maître d'Ouvrage par des matériaux et fournitures validés par le Maître d'Œuvre.

6.5. PRISE EN CHARGE, MANUTENTION ET CONSERVATION PAR LE TITULAIRE DES MATERIAUX ET PRODUITS FOURNIS PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE

Sans objet.

6.6. INVENTIONS, DISPOSITIONS PARTICULIERES, BREVETS

Conformément à l'article 8.2 du CCAG-TX, si l'exécution ou le fonctionnement des installations projetées comporte l'emploi de systèmes brevetés ou déposés, le Titulaire s'engage à garantir le Maître d'Ouvrage contre toutes revendications de titulaires de brevets ou modèles. En conséquence, il devra prendre les lieux et place du Maître de l'Ouvrage dans toute action qui serait intentée contre lui à ce sujet.

7. IMPLANTATION DES OUVRAGES

7.1. PIQUETAGE GENERAL

Sans objet.

7.2. PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS OU ENTERRES

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter sera effectué par le Titulaire, à ses frais, contrairement avec le Maître d'Œuvre et cela avant le commencement des travaux, dans les conditions fixées à l'article 27.3 du CCAG.

Lorsque le piquetage spécial concerne des canalisations de gaz, d'eau ou des câbles électriques et télécommunication, le Titulaire doit, un mois au moins avant le début des travaux, prévenir les exploitants respectifs et respecter les formalités exigées par le décret n° 91-1147 du 14 Octobre 1991 dit « décret DICT ».

8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8.1. PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX

Il est fixé une **période de préparation** conformément à l'article 28.1 du CCAG-TX. Cette période n'est pas comprise dans le délai d'exécution. Sa durée est de 2 semaines à compter de la date indiquée dans l'Ordre de Service mentionnant le démarrage de cette période.

8.2. PLANS D'EXECUTION – NOTES DE CALCUL – ETUDES DE DETAIL – DOCUMENTS A FOURNIR PAR LE TITULAIRE

En complément de l'article 29 du C.C.A.G. il est précisé :

Le coût d'établissement des plans d'exécution des ouvrages est inclus dans les prix unitaires de ces ouvrages.

Les plans d'exécution des ouvrages sont soumis par le Titulaire, au visa du Maître d'Œuvre au plus tard dix jours ouvrés avant leur exécution. Ceux-ci seront numérotés, datés et indiqueront clairement qu'il s'agit de plans d'exécution.

A cet effet, le Maître d'Œuvre pourra fournir à le Titulaire, s'il le souhaite, les fichiers informatiques des documents d'étude si cela peut faciliter sa tâche.

Le délai contractuel comprend la période nécessaire à l'établissement des plans d'exécution.

Aucun travail ne peut débuter sans plan d'exécution dûment visé.

Si en cours de travaux, il manquait des plans d'exécution visés, les travaux seraient suspendus sans interrompre le délai d'exécution.

Les **Etudes d'Exécution des Ouvrages** (EXE) comportent :

- **Pour les ouvrages linéaires** : l'optimisation des mouvements de terre, l'implantation à intervalles réguliers, les cahiers des profils en travers, l'adaptation précise au terrain des ouvrages de génie civil liés au projet, les spécifications techniques détaillées des matériaux utilisés et de leur mise en œuvre, les notes de calculs de stabilité et de résistance de tous les ouvrages dans les conditions auxquelles ils seront soumis, les plans de coordination éventuels ;
- **Pour les ouvrages de génie civil, les ouvrages de bâtiment et les équipements techniques** : les plans d'exécution y compris ceux des fondations, les spécifications techniques détaillées, les études de détail, les notes de calculs de stabilité et de résistance, les notes de calculs de dimensionnement des équipements ;
- **Pour les ouvrages spécifiques** : le devis quantitatifs détaillé sur la base des plans d'exécution et l'établissement du calendrier prévisionnel d'exécution des travaux.

Elles sont établies par le Titulaire et remises, au minimum 15 (QUINZE) jours ouvrés avant la date prévue pour l'exécution :

- **au Maître d'Œuvre**, pour information, ou pour examen de conformité au projet si l'élément de mission normalisé « VISA » lui a été confié par le Maître de l'Ouvrage (cf. article 1.5 du C.C.A.P.). Dans ce dernier cas, le Maître d'Œuvre retourne les documents avec ses observations éventuelles et son visa, au plus tard 15 (QUINZE) jours ouvrés après leur réception.
- La délivrance d'un visa ne dégage pas l'Entreprise de sa responsabilité qui reste pleine et entière sur cette phase de la conception des ouvrages ; de plus quelle que soit la mission confiée au Maître d'Œuvre, les **Plans d'Ateliers et de Chantiers** (PAC) relèvent de la seule responsabilité de l'Entreprise et de sa seule initiative ;
- **au Contrôleur technique** (s'il en a été désigné un) pour avis et retour à le Titulaire dans les délais qui lui sont fixés par le Maître de l'Ouvrage (avec copie au Maître d'Œuvre) ;
- **au Coordonnateur SPS**, s'il y a lieu.

8.3. MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

- 8.3.1.** La proportion maximale des ouvriers étrangers par rapport au nombre total des ouvriers employés sur le chantier est celle prévue par la réglementation en vigueur pour le lieu d'exécution des travaux.
- 8.3.2.** La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (DIX pour CENT) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (DIX pour CENT).

8.4. ORGANISATION, HYGIENE ET SECURITE DES CHANTIERS

8.4.1. Installations et organisation du chantier

Aucune stipulation particulière n'est à apporter aux dispositions générales de l'article 31 du CCAG-TX.

8.4.2. Sécurité et protection de la Santé des travailleurs sur le chantier

Lorsque l'intervention d'un coordonnateur S.P.S. est requise, les principes suivants sont applicables :

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du Coordonnateur en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « Coordonnateur SPS ».

B - Autorité du Coordonnateur SPS

Le Coordonnateur SPS doit informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Oeuvre sans délai, et par tous moyens de toute violation par les intervenants, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le Coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre-journal. Les reprises, décidées par le Maître d'Ouvrage, après avis du Coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre-journal.

Les frais découlant de ces manquements sont supportés par le Titulaire.

C - Moyens donnés au Coordonnateur SPS

C.1. - Libre accès du Coordonnateur SPS

Le Coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

C.2. - Obligations du titulaire

- Le titulaire communique directement au Coordonnateur SPS :
 - le PPSPS,
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs,
 - la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier,
 - dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier (opération de catégorie 1 ou 2),
 - dans les 5 jours qui suivent la notification du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier (opération de catégorie 3),
 - dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du CISSCT (opération de catégorie 1),
 - les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats,
 - tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le Coordonnateur,
 - la copie des déclarations d'accident du travail.
- Le Titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le Coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article E du présent article.

- Le titulaire informe le Coordonnateur SPS :
 - de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet,
 - de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.
- Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le Coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le Coordonnateur SPS est soumis au Maître d'Ouvrage.
- A la demande du Coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre-journal.

D - Obligations du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n° 93-1418 du 31 Décembre 1993.

E - Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé

La Notice en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est jointe au marché lors de sa notification. Le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

8.5. DEGRADATIONS CAUSEES AUX VOIES PUBLIQUES

La charge relative aux contributions ou réparations, sera, contrairement aux indications de l'article 34.1 du CCAG, **entièrement** supportée par le Titulaire. A cet effet, **avant** travaux un constat de l'état des voies intéressées sera effectué en présence des Services ayant la charge de ces voies.

8.6. ENLEVEMENT DU MATERIEL ET DES MATERIAUX SANS EMPLOI

L'article 37 du CCAG-TX est applicable sans qu'il soit prévu de pénalités supplémentaires au titre du 37.3 en cas de carence du Titulaire.

9. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

9.1. ESSAIS ET CONTROLES EN COURS DE TRAVAUX

9.1.1. Essais et contrôles généraux

Les travaux sont soumis aux dispositions générales prévues à l'article 24 du CCAG-TX et aux fascicules concernés du CCTG-Travaux, complétés éventuellement par les dispositions particulières insérées au C.C.T.P.

9.1.2. Essais et contrôles supplémentaires

Le Maître d'Ouvrage sur proposition du Maître d'Œuvre ou du bureau de contrôle se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché. Ces essais, définis par le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage, seront à la charge du Maître d'Ouvrage s'ils sont satisfaisants. S'ils étaient négatifs, ces essais, ainsi que tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, en cas de résultats non satisfaisants, seront à la charge de l'Entreprise, le programme et l'organisme chargé de réaliser les essais étant dans chaque cas définis par le Maître d'Œuvre et le Maître de l'Ouvrage.

9.1.3. Contrôles par le bureau de contrôle

Sans objet.

9.2. FORMATION DU PERSONNEL D'EXPLOITATION

Sans objet.

9.3. RECEPTION

La réception des travaux (de chaque tranche s'il y a lieu) s'effectue dans les conditions générales prévues à l'article 41 du CCAG-TX et ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves éventuellement définies au C.C.T.P et de la production des plans et autres documents à fournir après exécution. Le P.V. de réception précise la date d'effet de la réception.

9.4. REFUS DES INSTALLATIONS

Sans objet.

9.5. CLAUSES DE SAUVEGARDE

Sans objet.

9.6. MISE A DISPOSITION D'OUVRAGES OU DE CERTAINES PARTIES D'OUVRAGES

Sans objet.

9.7. DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION (ARTICLE 40 DU CCAG-TX)

Il est stipulé que les plans et autres documents à fournir par le Titulaire après exécution des travaux devront tous être remis au Maître d'Œuvre au plus tard lors de la demande de réception.

10. ASSURANCES – RESPONSABILITES

10.1. GARANTIES CONTRACTUELLES

10.1.1. Délai de garantie

Conformément à l'article 44.1 du CCAG-TX, le délai de garantie est d'UN AN à compter de la date d'effet de la réception.

Ainsi, le Titulaire garantit pendant UN AN à compter de cette date, le bon fonctionnement de tous les équipements et ouvrages mis en place (**garantie de parfait achèvement**).

Le Titulaire restera responsable des installations réalisées par ses soins jusqu'à l'expiration du délai de garantie. Cette responsabilité entraînera la remise en état ou le remplacement de toutes parties d'ouvrages ou de toutes pièces qui seraient reconnues défectueuses, soit par vice de construction, défaut de matière ou de pose, soit par insuffisance dans les dimensions ou la puissance. Par contre, le Titulaire ne sera pas rendu responsable des bris de matériel ou du fonctionnement défectueux d'appareils qui seraient la conséquence d'erreurs matérielles ou de fausses manœuvres du personnel chargé de la conduite des installations, ou de malveillance, ou de tout autre cas de force majeure régulièrement constaté.

10.1.2. Prolongation du délai de garantie

Si à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, le Titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations consécutives à tout désordre observé, le délai de garantie de parfait achèvement sera prolongé jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations permettant le fonctionnement nominal des ouvrages. Le report ainsi possible de la fin de la période de parfait achèvement est limité à 1 an (soit 2 ans après la réception des ouvrages).

Au-delà, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de relever le titulaire de ses obligations et de faire exécuter les travaux restants à ses frais et risques.

10.1.3. Garanties particulières

La réfection de chaussée est garantie durant cinq ans. Cette garantie s'applique également au compactage des tranchées.

10.2. ASSURANCES

10.2.1. Le Titulaire est tenu, pendant toute la durée des travaux, de garantir à ses frais son matériel, ses installations, les matériaux approvisionnés par lui et les équipements qu'il aura exécutés contre tous vols, détournements, dégradations ou destructions de toutes natures et d'indemniser personnellement tous tiers du préjudice qui pourrait être occasionné de ces faits.

Il ne sera alloué à l'entreprise aucune indemnité en raison des pertes, avaries ou dommages occasionnés par négligence, imprévoyance, défauts de moyens ou fausses manœuvres.

10.2.2. Le Titulaire (ou chaque Titulaire co-traitant) est tenu de justifier qu'il a contracté, tant pour lui-même que pour ses sous-traitants, dans un délai de quinze (15) jours à compter du lendemain de la date de réception de la notification du marché et avant tout début d'exécution, les polices d'assurances suivantes :

10.2.2.1. ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE (AUTRE QUE RESPONSABILITE DECENNALE DES CONSTRUCTEURS)

La police de Responsabilité Civile Professionnelle couvrira les conséquences pécuniaires des dommages de toutes natures, corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers, soit par le personnel salarié en activité de travail ou par le matériel d'entreprise ou d'exploitation, soit du fait des travaux, soit encore du fait d'incidents survenus après la fin des travaux, mettant en cause la responsabilité de droit commun de le Titulaire (article 1382 et suivants du Code Civil) en cours de travaux et pendant la période de responsabilité décennale pour les ouvrages concernés et, s'il y a lieu, la période de garantie de parfait achèvement pour les éléments d'équipement.

Le montant de la garantie souscrite doit être suffisant pour faire face à tout sinistre susceptible d'intervenir consécutivement à ces travaux.

10.2.2.2. POLICE(S) DE RESPONSABILITE DECENNALE

Sans objet.

10.2.3. Le Titulaire est tenu de fournir au Maître d'ouvrage, des copies des polices d'assurances exigées, ainsi que les attestations des assurances précisant que les polices sont en cours de validité.

Les attestations d'assurance décennale devront clairement établir qu'elles couvrent bien les catégories d'ouvrages faisant l'objet du marché, que ces ouvrages relèvent ou non de l'assurance construction obligatoire (loi du 4 Janvier 1978).

Elles devront indiquer clairement :

- la date d'échéance annuelle des contrats,
- le montant des garanties accordées par sinistre,
- le montant des franchises éventuellement laissées à la charge de l'assuré.

Il est précisé que le Maître d'Ouvrage subordonnera l'ordre de service de démarrage des travaux à la fourniture, par le Titulaire intéressé, des justifications exigées au titre de l'ensemble du présent article.

Tout versement d'acompte sur situations de travaux pourra être différé si le Titulaire ne peut fournir les justifications demandées en matière d'assurance et aucun règlement pour solde ne sera effectué auprès de quiconque sans la production de la police d'assurance, régularisée et de l'attestation, par l'assureur, du paiement de la prime.

11. RESILIATION DU MARCHE

Le marché pourra être résilié par le maître d'ouvrage dans les cas prévus aux articles 45, 46 et 49 du CCAG TX et dans le respect des dispositions de l'article 48 du CCAG TX.

D'autre part, après mise en demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D 8222-5 du code du travail. Dans le cadre de cet article, le titulaire doit remettre les documents suivants tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

- Attestation sur l'honneur de dépôt auprès des administrations fiscales, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- Attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement (lorsque le titulaire emploie des salariés).
- Attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations.

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations sont apportées aux articles suivants des documents ci-après :

a) CCAG-Travaux

Suppression du 2^{ème} alinéa de l'article 3.12. Les dispositions du C.C.A.P. prévalent, ainsi, sur celles du CCAG-TX en cas de contradiction ou de différence entre ces pièces et notamment :

- dérogation à l'article 4.1 résultant de l'article 2 du C.C.A.P.,
- dérogation aux articles 15, 16, 17 résultant de l'article 3.3.8. du C.C.A.P.,
- dérogation à l'article 20 du CCAG TX résultant de l'article 4.3 du C.C.A.P.,
- dérogation à l'article 28.1 résultant de l'article 8.1 du C.C.A.P.,
- dérogation à l'article 34.1 résultant de l'article 8.5. du C.C.A.P.,
- dérogation à l'article 48.1. du CCAG TX résultant de l'article 4.4 du C.C.A.P.,
- dérogation à l'article 49.1. résultant de l'article 4.4.2. et 4.4.4. du C.C.A.P.

b) CCTG

Les dispositions du CCTP prévalent sur celles du CCTG en cas de contradiction ou de différence entre ces pièces.

VU ET ACCEPTE

A
Le

Le

LU ET ACCEPTE

A
Le

Le(s) Titulaire(s),

oOo